

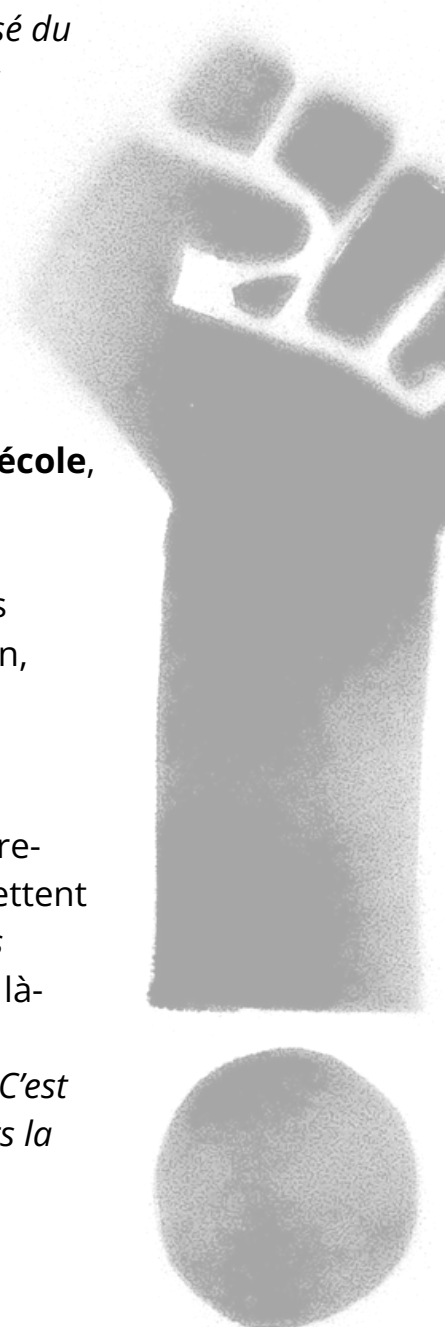
## Les écoles hors-contrat : qui veut la peau de l'école publique ?

« Que retenir du succès des écoles hors contrat ? », « Hors-contrat, Les raisons du succès », « Le boom des écoles hors-contrat, miroir inversé du désastre scolaire français », « Rentrée scolaire : L'insolent succès des écoles libres hors contrat », « Le succès grandissant des écoles hors contrat : un modèle éducatif à suivre ? »

Ce sont quelques titres d'articles, tribunes ou de reportages diffusés ces derniers mois dans des médias d'extrême droite faisant la promotion de l'enseignement privé hors-contrat.

Le principal lobby du privé hors-contrat est la **Fondation pour l'école**, créée en 2008 et reconnue d'utilité publique. Si officiellement la fondation n'est pas confessionnelle – elle communique d'ailleurs beaucoup sur les écoles hors-contrat qui enseignent des langues régionales – nombre de membres de son conseil d'administration, actuels et anciens, sont en lien direct avec la sphère catholique réactionnaire.

Son directeur général, Michel Valadier est un admirateur de Pierre-Édouard Stérin dont il loue les fonds du Bien commun qui permettent de rendre « possible un ruissellement d'initiatives qui passe sous les radars de la bien-pensance ». Il ajoute par ailleurs, annonçant par là-même sa stratégie, que « le jour où ces jeunes poussent sont suffisamment sorties de terre, il n'est plus possible de les déraciner. C'est le cas des écoles hors-contrat ; elles sont actuellement 2500 à travers la France, 120 écoles se créent chaque année. (...) Il est trop tard pour chercher à nous tuer ».



Autre acteur du lobbying pro-écoles privées hors-contrat, **la Fondation Kairos**, présidée par Xavier Darcos et dirigée par Anne Coffinier, ex-présidente puis directrice générale de la Fondation pour l'école. Cette dernière, proche de la Manif pour tous et du mouvement catholique intégriste Academia Christiana a ses entrées dans les médias de la sphère Bolloré. Quant à Roger Chudeau, le monsieur Éducation du RN, il intervient dans les podcasts de son association Créer son école.

De son côté Pierre-Édouard Stérin, le millionnaire libertarien et financier de l'extrême droite via son projet Périclès, soutient financièrement le réseau Excellence Ruralités depuis sa création en 2017 et plus récemment un nouveau type d'établissement, l'Académie Saint-Louis, en Sologne, premier établissement d'un projet d'internats catholiques privés non mixtes.

Leur rêve ? Que l'État prenne en charge les frais de fonctionnement des écoles hors-contrat au nom de la « liberté » et de l'investissement dans l'excellence ! Selon Michel Valadier : *« les familles courageuses qui ont fait le choix de l'école hors-contrat ne peuvent pas supporter seules toutes les charges de fonctionnement et de développement de ces établissements. Il faut les aider et considérer l'éducation de qualité dispensée comme un investissement prioritaire pour l'avenir de notre pays »*. Les relais des écoles hors-contrat n'émargent pas tous à l'extrême droite. Le sénateur LR Max Brisson a déposé un projet de loi « pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité », adopté par le Sénat en première lecture en avril 2023, visant à créer des « établissements publics autonomes d'éducation » à titre expérimental. Au menu : la fameuse « liberté pédagogique », une contractualisation dans tous les domaines y compris le « recrutement des élèves » et étendre « aux accompagnateurs lors des sorties scolaires le principe de neutralité politique et religieuse ».

Ce que vendent les promoteurs de l'école hors-contrat c'est un modèle « à l'ancienne » : autorité qui confine à l'autoritarisme, le « retour des devoirs » et le port de l'uniforme. Des formules simples censées répondre à la « crise du système éducatif » et qui valorise un modèle de l'entre-soi, renfermé sur un passé mythifié et faisant de l'altérité un danger potentiel.

**La promotion des écoles privées hors-contrat par l'extrême droite n'est pas anodine : c'est une attaque frontale contre l'école publique, la laïcité et l'égalité. Face à cette offensive, il est urgent de réagir, de dénoncer ces dérives et de défendre une école publique, gratuite, laïque et émancipatrice pour tou·tes.**